

Algérie

Terrorismes et guerre civile

Entretien
avec

Luis Martinez

— *Sur un sujet aussi délicat et aussi sensible, caractérisé par le secret, la manipulation et les difficultés d'accès à l'information sur place, comment procédez-vous?*

A partir d'interviews de personnes de différentes tendances et de différentes villes, je tire des analyses sans pour autant prétendre à une connaissance de la réalité algérienne. Tous ceux qui ont essayé d'y prétendre se rendent compte de la complexité de ce pays, en temps de paix, donc plus encore en temps de guerre.

Pour moi, il s'agit de formuler des hypothèses construites sur des schémas capables d'explicitier cette situation de guerre.

— *Sur quelles données vous fondez-vous?*

Ce sont les interviews, l'observation sur place, la documentation écrite des islamistes et des militaires qui fournissent des informations et en même temps, permettent de voir comment la motivation des individus qui se lancent dans l'action armée s'inscrit dans la stratégie de guerre menée par le régime et les groupes armés.

— *Le travail universitaire n'est pas coupé du contexte politique dans lequel vous évoluez et qui peut aussi vous imposer des contraintes. N'avez-vous pas quelques difficultés à travailler de manière sereine sur ce sujet?*

Je construis un outillage théorique capable de me préserver de ma subjectivité sur le sujet. Il faut expliquer comment les protagonistes fonctionnent, quels sont leurs objectifs et comment s'inscrit, dans ce

Hiver 1996-1997

mécanisme de guerre, le conflit algérien.

– Vous étudiez le phénomène et son fonctionnement à partir d'une date que vous avez choisie ou qui vous a été imposée par le contexte, et vous étudiez le fonctionnement des groupes terroristes uniquement à l'échelle du GIA ou bien avez-vous aussi regardé du côté de l' AIS, la branche armée du FIS?

Je travaille sur la guerre civile algérienne donc sur l'ensemble des protagonistes, leur environnement et les ressources présentes. Il s'agit de comprendre ce qui se passe en Algérie depuis 1992. De 1992 à 1995, j'ai réalisé des enquêtes sur ce sujet. C'était aussi le moment où s'est déclarée une guerre civile en Algérie, où émergent le GIA, l' AIS, une multitude de groupes locaux qui se sont constitués dans la grande banlieue d'Alger. Il faut aussi comprendre quel est leur ennemi, à qui ils s'opposent, qui sont les forces de sécurité en dehors de l'armée algérienne. Il faut comprendre l'institution militaire, les forces de gendarmerie, de police, aujourd'hui les milices. L'affrontement de ces protagonistes m'a amené à étudier la guerre civile. J'ai travaillé aussi sur la mobilisation islamiste entre 1990 et 1991, la gestion des municipalités par le FIS. On n'assiste pas au basculement d'un mouvement politique, mais au contraire à l'émergence de groupes marginaux dans la guerre civile. Aujourd'hui l'ensemble des responsables de l'ex-FIS dont une partie est en exil ou en liberté surveillée à Alger n'ont pas pris le maquis. Les rares qui l'ont fait ont été éliminés en 1994-95 et depuis, il y a une multitude d'émirs auto-proclamés ou spontanés qui sont en charge de la direction de la guerre et qui n'aspirent en aucun cas à un retour de la paix civile.

– Et l' AIS?

Il y a trois types de guérilla en Algérie. Une guérilla que l'on peut qualifier de révolutionnaire, menée par le Groupement islamique armé (GIA) et le Mouvement pour un État islamique (MEI) dont le but clairement affiché est le renversement du pouvoir par la guerre en utilisant tous les moyens possibles, y compris la terreur contre "le peuple" ou tous les éléments qui refusent leur légitimité. C'est là que se trouve l'explication à tous les assassinats d'enseignants, de fonctionnaires, d'étrangers; tous ces individus ne partagent pas leurs convictions ou les combattent.

Deuxième type de guérilla, plus nuancée, plus politique, celle menée par l'Armée islamique du salut (AIS) qui reprend le flambeau du Mouvement islamique armée recréé en 1990. C'est une guérilla politique qui aspire à la relégislation d'un parti politique dissous et qui mène un *djihad* "militairement correct". Ses cibles sont précises: les militaires et seulement les militaires, de manière générale les forces de sécurité. Elle vise à blanchir le *djihad* pour en faire un *djihad* tel que la littérature islamique le présente avec des normes, des rites, des lois. Toutefois, la guerre civile étant ce qu'elle est, l' AIS n'a pas les moyens de sa politique. Lorsqu'on envoie des miliciens pro-gouvernementaux qui pratiquent une

guérilla extrêmement brutale combattre l'AIS, les maquisards de l'AIS se croient obligés de répondre par les mêmes méthodes et sont donc en décalage entre leurs aspirations politiques et la pratique réelle de leur combat.

Troisième type de guérilla, la plus visible, celle qui a empêché un grand nombre d'observateurs de voir réellement ce qui se passe en Algérie, c'est la guérilla sociale. A savoir tous ces groupes armés spontanés qui se sont constitués dans l'Algérois où les individus n'avaient aucun lien avec le FIS et venaient en grande partie de ce que l'on nomme en Algérie le "hittisme", ces jeunes désœuvrés qui "tiennent les murs" se sont engagés non pas pour instaurer un État islamique, encore moins pour combattre un régime qu'ils détestent, mais tout simplement parce que dans leur quotidien, ils se sont sentis agressés par la présence des forces de sécurité. Ils ont été les premières victimes des arrestations arbitraires, de la torture. Ils ont préféré dès lors protéger leurs quartiers plutôt que de subir les descentes des forces de sécurité. Ceux-là apparaissent comme les plus visibles pour les journalistes, mais aussi pour certains analystes qui voient en eux la dérive d'un mouvement.

Ces trois types de guérilla persistent. Le traitement militaire qu'applique le gouvernement à ces trois types de guérilla explique en grande partie sa stratégie. A savoir, d'une part la mise en avant de la guérilla révolutionnaire en essayant si possible de la laisser évoluer. On accorde au GIA un maximum de publicité pour discréditer la guérilla politique afin de montrer que l'ensemble des actions menées en Algérie le sont par les révolutionnaires là où en fait leur part n'est pas aussi importante qu'on l'imagine. Il y a donc un GIA qui apparaît hégémonique, une AIS ressemblant à l'arlésienne qui n'apparaît jamais médiatiquement malgré son importante activité de publication (communiqués, brochures, utilisation massive d'Internet). La guérilla sociale est aussi totalement occultée, ce qui fait dire que la jeunesse est contre le régime alors qu'en réalité elle est agressée dans son quotidien, dans son environnement, et aspire tout simplement à retrouver sa situation passée.

Le régime pourrait, grâce aux ressources issues de la libéralisation du commerce, financer la paix sociale dans les quartiers et faire sortir les "hittistes" de la guérilla sociale du *djihad* à travers l'ensemble des activités criminelles. Il utilise les sociétés d'import-export pour blanchir l'argent accumulé grâce au *djihad*, afin que les grandes villes et communes de la périphérie d'Alger retrouvent un semblant de calme, et donc réinjecter des flux financiers dans ces communes, évitant ainsi la continuation de ce type de guérilla, voire permettre au Hamas, le parti de Mahfoud Nahnah d'obtenir des mairies et passer des contrats avec ces groupes spontanés en les transformant en police des mœurs.

– *Ce serait la politique du régime?*

C'est ce qui se dessine depuis deux ans: l'impossibilité militaire pour le régime de contrôler ces grandes zones urbaines qui entretiennent une

guérilla locale qui ne veut en aucun cas sortir du quartier ou de la commune et qui utilisent simplement les ressources présentes en accumulant de l'argent par le biais du racket. Pour le régime, il s'agit de récupérer ce type de guérilla. La stratégie militaire a totalement échoué. dans ce domaine. La construction de casernes autour d'Alger n'a pas pu sécuriser ces zones. Les descentes ponctuelles des Ninjas (Groupe d'intervention et de surveillance-GIS) n'ont pas assuré un retour à la paix civile. Un marché politique peut être alors passé avec le parti Hamas, ce qui s'est déjà fait au niveau des mosquées des grandes banlieues d'Alger où les imams sont très proches du Hamas. Après les mosquées, le régime espère procéder de même avec les mairies.

– Le régime ne souhaite-t-il pas la persistance d'une logique de guérilla?

La pacification des grandes banlieues d'Alger, voire la coopération avec le Hamas, amènerait une crédibilité au régime qui a encore du mal à s'affirmer aujourd'hui. Avec des maires et des députés Hamas, le pouvoir pourrait dire que l'Algérie n'est pas une dictature d'impies mais simplement un régime militaire.

– Mais le gouvernement ne souhaite-t-il pas interdire tout mouvement à connotation religieuse, dont le Hamas?

Aujourd'hui on n'a pas l'impression que le régime en veille au Hamas. N'oublions pas que Mahfoud Nahnah a déjà pris le maquis en 1976 et a connu la prison. Il est un des premiers dans la mouvance islamiste à connaître les limites de cette stratégie de lutte contre le régime pour instaurer un État islamique. Il a donc mis en place un scénario plus proche de l'Égypte, qui consiste plutôt en une collaboration qu'en une véritable opposition. En revanche, le régime pourrait avoir un intérêt dans la persistance de la guérilla révolutionnaire, car il est clair que le dénominateur commun du soutien au régime algérien, c'est la crainte d'un gouvernement des Émirats à Alger. Tant que l'hypothèse de la prise du pouvoir par le GIA sera crédible, le pouvoir algérien bénéficiera de toutes les largesses financières et militaires. Il a donc intérêt à ce que la guérilla politique de l' AIS sombre dans l'oubli et à démontrer ainsi qu'une guérilla à fort soutien politique dérive dans un combat n'ayant plus de sens au plan militaire mais qui ne vit que par l'entretien du groupe armé lui-même. C'est un des scénarios envisageables. Ce qui amènerait les responsables de l' AIS à survivre à la guerre civile et être contraint de négocier.

– Une manipulation du GIA par les militaires est-elle crédible?

C'est une question-piège. Le GIA est-il ou non manipulé? Les islamistes qui s'opposent au GIA disent qu'à l'intérieur de ce dernier évoluent des individus à la trajectoire ambiguë dont certains proviennent de la Sécurité militaire (SM). Ils rappellent que le principal artificier du

GIA est un ancien du GIS, transfuge en 1992 et qui, depuis, a les meilleurs réseaux pour obtenir le meilleur matériel possible.

Cela suppose que le GIA soit lié à la Sécurité, ou qu'il s'agit de transfuges. Les deux cas sont possibles. Mais cela n'a pas vraiment de sens pour l'ensemble du GIA. En effet, il existe un fantasme en Algérie qui consiste à voir la SM partout. Mais je pense que le régime algérien n'a pas cette possibilité ou alors il joue de cela.

Je rends au GIA son authenticité. En aucun cas il ne s'agit d'un groupe dérivant du FIS. Le GIA a sans doute été créé bien avant le FIS. L'hypothèse d'un GIA manipulé et dérivé du FIS ne se confirme pas. C'est véritablement un groupe autonome avec des possibilités d'infiltration. A la prison d'Al Harrach, un certain nombre de détenus sont des membres de la SM incarcérés pour infiltrer les groupes armés. Le scénario, mis en place en 1994-95, a été fatal à bien des groupes armés islamistes. Aujourd'hui le GIA semble conscient de cette réalité et n'hésite pas à éliminer ces agents doubles.

– Pouvez-vous faire un point géographique puis sur la réalité socio-économique?

En 1995, il s'est passé deux choses importantes en Algérie: l'échec militaire de l'implantation géographique des maquis et la très forte montée en puissance des miliciens. En 1994, le GIA et l'AIS avaient réussi à s'implanter dans les maquis traditionnels de l'Algérie mais ils n'ont pu s'y maintenir. Les miliciens, dont souvent un membre est issu des anciens maquis de l'Armée de Libération Nationale (ALN), ont commencé à mener des razzias contre les maquis islamiques, les empêchant d'occuper les routes, les bourgades, de racketter les notables locaux. Dès l'instant où le régime a commencé à envoyer des miliciens à la place des militaires, une double stratégie s'est mise en place: le parasitage et l'occupation des zones de maquis. Le régime algérien a développé des groupes locaux capables de dépister les maquis, découvrir leurs planques, délogeant les maquisards puis occupant l'espace.

Cela explique en partie la violence que connaît l'Algérie depuis 1995 et le renouveau des groupes armés dans la banlieue d'Alger, la résurrection du Front Islamique du Jihad Armé (FIDA), la création d'un nouveau groupe armé le Mouvement Islamique pour la Da'wa et le Jihad (MIDD) dirigé par Kener Kertani, la scission en sein du GIA entre deux familles, celle de Boufarik et celle de Lakdaria. Tous ces chefs de maquis ont dû refluer dans les grandes villes et la Mitidja, et se repositionner dans leur ville d'origine. Ce qui explique la violence que connaît la grande banlieue d'Alger.

Il y a donc un retour sur la Mitidja, avec encore des zones où l'AIS est bien implantée comme à l'ouest entre Sidi Bel Abbès et Tlemcen où elle ne fait pas ce que font les GIA dans les environs d'Alger. Après l'échec de l'insurrection des grandes banlieues d'Alger en 1992-93 et la difficile mais réelle implantation des maquis en 1994-95, on assiste aujourd'hui au reflux des combattants dans les grandes villes ce qui amène l'utilisation

intensive du terrorisme, comme les attentats à la voiture piégée.

– *Le contrôle des axes routiers aurait beaucoup baissé...*

Avec l'entrée en guerre des miliciens, les maquisards ont perdu le contrôle géographique de leur zone de production de ressources. Les miliciens ont réduit la possibilité pour les maquisards de former des faux barrages. C'est donc dans la ville que les maquisards islamiques puissent l'essentiel de leurs ressources.

– *Quelles sont les origines de leurs ressources en zone urbaine et quelle en est la durée possible?*

Il y a deux schémas. Une AIS qui essaie de rejouer le scénario de la guerre de libération, considérant à tort que la guerre se joue dans les campagnes. Elle essaie d'obtenir la faveur des populations rurales. Il y a d'autre part la stratégie beaucoup plus révolutionnaire et plus moderne du GIA et du MEI. La richesse est dans la ville, la libéralisation du commerce et les sociétés d'import-export permettent de blanchir l'ensemble de leurs revenus, de se connecter avec de grandes organisations mondiales de guérilla pour obtenir des ressources extérieures à l'Algérie.

Aujourd'hui, l'une des forces du GIA est d'avoir su capter les flux qui structurent les échanges informels entre l'Algérie et la région. Il a obtenu en premier le soutien de petits groupes qui agissent en Libye, la reconnaissance de certains groupes au Liban, la possibilité de négocier avec des groupes, détenteurs de devises, extérieurs au monde arabe, notamment en France, en Belgique et à Londres.

Un des échecs de la politique sécuritaire en Europe vis à vis du GIA a été de chercher des islamistes pour démanteler des réseaux là où n'y avait que des groupes en relations avec des islamistes.

– *Quels sont ces groupes de France?*

Tous ceux qui ont été démantelés en 1995. On y retrouvait, un mécanicien, un trafiquant de voitures, un trafiquant de bijoux, en aucun des gens fichés comme islamistes. C'était des individus à la recherche de partenaires pour blanchir leurs opérations criminelles en France. On les a retrouvés dans le GIA.

– *S'il existe deux grands groupes politico-militaires, y a-t-il des affrontements entre eux, ou au contraire un partage des tâches et des régions?*

Les islamistes disent que la guérilla islamiste a mis en place une structure homogène qui va du centre ville d'Alger aux campagnes. Ils disent que le FIDA opère dans les huit communes d'Alger les plus surveillées. Dans les banlieues opèrent des groupes armés ayant fait allégeance au GIA, dans la Mitidja agit le GIA avec ses maquis et dans le reste du pays cohabitent deux guérillas, l'AIS et le MEI. Ce scénario se

présente comme une pyramide. Du point de vue militaire le FIDA place des bombes, les groupes armés autonomes assassinent des policiers, le GIA s'en prend à la gendarmerie, l'AIS à l'armée et le MEI aux fonctionnaires. Cela donne l'impression d'un partage du travail.

Mais, comme l'a rappelé Mohamed Harbi, en Algérie, derrière les organigrammes, il faut regarder les individus, les régions, les clans. Dans la guerre civile actuelle, c'est la même chose. Pour chaque groupe il y a une obligation de survie face à la répression militaire. Tous n'ont pas intérêt à une collaboration. Les groupes spontanés de l'Algérois prospèrent créant des sociétés d'import-export car ils apparaissent comme apolitiques. Les forces de sécurité n'ont jamais cherché à les déloger. Mais le reflux des maquisards, des professionnels de la guerre, dans les quartiers des villes, renouvelle les opérations mortelles de représailles pour éliminer les professionnels du *djihad*. L'action de ces derniers gêne donc les groupes autonomes car elle entraîne le retour de l'armée. Par exemple, en septembre dernier, dans la commune de Baraki, on a compté 35 morts alors que dans les six derniers mois, il n'y avait pas eu de victime. La guérilla homogène ne fonctionne donc pas de manière réelle.

– *Peut-on vraiment parler de guerre civile?*

Ce terme-là fait peur à tout le monde. Ce qui se passe en Algérie ressemble à ce qui s'est passé dans certains pays d'Amérique Latine ou du Moyen Orient, à savoir des groupes qui se combattent pour la prise du pouvoir.

Pour l'armée algérienne la guerre civile a été une opération économique rentable. En 1993, l'Algérie est en cessation de paiement, en 1996 elle a un excédent commercial, un crédit de 1,5 milliards de dollars de réserve. Elle obtient des prêts du FMI et de la Banque Mondiale. Du point de vue de l'armée, déclencher une guerre civile, la mener, voire la gagner, c'est une opération économique rentable. Du point de vue des groupes armés, perdurer c'est, si possible, transformer les islamistes politiques en éternels exilés.

Les protagonistes ont une telle ressemblance qu'ils font tout pour se créer une différence.

– *Le système de sécurité est-il homogène?*

Le système militaire algérien n'est pas plus homogène que les autres systèmes militaires. Entre l'institution militaire, les forces de gendarmerie, la SM, la police, les milices, il y a autant de stratégies possibles de contre-guérilla. Mais il n'y a pas de suprématie de l'une sur l'autre. Au contraire, on essaie l'une ou l'autre. Exemple, en 1992-93, c'est le général Rézaïey qui proposait une stratégie créant une force mixte militaro-policière pour rétablir la paix. Dès l'instant où les groupes autonomes assassinent quotidiennement des policiers, l'institution militaire s'aperçoit qu'elle ne peut contrôler les grandes banlieues d'Alger où vivent 5 millions de personnes. La police n'avait pas les effectifs nécessaires. La police est

Hiver 1996-1997

alors marginalisée, comme ce fut le cas avec le général Rézaïey, et c'est un corps d'armée spécialisé anti-guérilla qui se met en place, celui du général Lamari avec 15 000 hommes. Ils sont aujourd'hui 60 000. C'est une armée sensée combattre uniquement la guérilla. Parallèlement on crée le GIS regroupant les plus convaincus et les plus opportunistes qui, sous une cagoule, sont prêts à tout. Ce que le corps d'armée ne peut pas faire à visage découvert, notamment éliminer des individus, se sont les Ninjas qui s'en chargent.

Troisième scénario: après l'échec du corps d'armée du général Lamari, des milices sont mises en place sous la direction du général Smaïn. Après l'échec de la police et de l'armée, c'est l'envoi de miliciens.

– *L'Algérie s'installerait-elle donc dans la guerre civile?*

En 1992-93, on assistait à la consolidation de tous ces réseaux. Aujourd'hui c'est leur prospérité. L'Algérie n'a jamais eu autant de revenus depuis qu'elle est en guerre. Le chômage de 1993 a disparu car de nombreux individus peuvent se recycler dans le métier des armes. On a là une des explications à la poursuite de cette guerre civile. Ni les militaires, ni les islamistes ne souhaitent retourner à la paix civile par crainte de rendre des comptes et de perdre leur prospérité.

– *Le cas algérien peut-il préfigurer une évolution dans l'ensemble du monde arabe?*

Le cas algérien n'est pas un exemple. Il faut au contraire comparer la guerre civile algérienne à d'autres guerres civiles et sortir du monde arabo-musulman. Il faut cesser de voir l'Algérie comme un pays traumatisé par une guerre coloniale. L'Algérie n'est pas la seule à avoir connu une guerre de colonisation. Le débouché sur la guerre civile, je viens de l'expliquer. Il n'y a là rien de spécifique. Qu'un régime militaire en faillite essaie de perdurer grâce à la guerre civile, cela ne me semble pas spécifique.

Le régime algérien qui a fondé sa légitimité sur la libération du pays, est confronté aujourd'hui à une guérilla qui l'accuse de ne rien avoir libéré, un peu comme au Mozambique.

Il me semble qu'on est dans la réinvention permanente du *djihad* en Algérie suivant différentes formes: celle du nationalisme durant la guerre de libération, de la lutte contre la colonisation au début du siècle et, aujourd'hui, sous forme de guerre identitaire telle que les protagonistes veulent la mettre en avant et où se cache un certain nombre d'intérêts individuels, économiques et politiques. On est face à une société qui s'enfonce dans la guerre pour offrir à tous ceux qui n'avaient rien une ascension sociale.

L'erreur des islamistes c'est de concevoir la guerre aujourd'hui comme une guerre de libération et ne pas voir qu'il s'agit d'une guerre civile. Ceux qui dirigent le pays ne sont pas des colons et n'ont donc pas de deuxième pays. Mais on risque d'arriver à une sorte de compromis plutôt militaire que politique.

– *Peut-on qualifier les méthodes utilisées par la guérilla comme étant du terrorisme ou bien le concept de guerre civile exclue-t-il cette notion?*

La guerre civile, c'est un constat. Les protagonistes se sont consolidés. Personne n'a gagné jusqu'à présent.

– *Le massacre des sept moines de Tibérine est-il un acte de terrorisme?*

C'est une logique de terrorisme. C'est un message pour l'extérieur qui relève du symbolisme, tout comme les assassinats de femmes en 1993. Le dernier attentat à la voiture piégée peut être lu de différentes manières. Si ce sont les islamistes qui l'ont perpétré cela veut dire qu'ils ont augmenté leur capacité de frappe dans la banlieue. Si l'on suppose que c'est l'oeuvre des groupes spontanés, il y a une volonté de remobiliser l'électorat à la veille de référendum en recréant le chaos.

– *Le terrorisme est-il un outil dans la guerre médiatique?*

C'est évident. Les médias officiels algériens parlent de terroristes là où les islamistes parlent de *moudjahidine*. Sur certains murs d'Alger il est écrit des slogans comme: "*Si le djihad c'est le terrorisme, alors nous sommes des terroristes*". Mais pour les islamistes, le terrorisme n'est pas leur instrument, mais celui de l'État. Il y a donc une lutte pour l'imposition du sens.

*Propos recueillis par
Bernard Ravenel
et Jean-Christophe Ploquin*

Luis Martinez est